

RN164 - DEVIATION DE CHATEAUNEUF DU FAOU

Compte-rendu de la réunion publique du 30 janvier 2012

**

Animée par
Monsieur Denis OLAGNON, Sous-Préfet de Châteaulin,
Monsieur Pierre-Alexandre POIVRE, DREAL Bretagne

*

o Accueil

Mme GILLET, chargée de la communication à la DREAL Bretagne, ouvre la séance, et passe la parole à M. MENARD.

M. MENARD, Député du Finistère, Maire de Châteauneuf du Faou, se félicite d'accueillir cette réunion publique en sa commune. Il constate que ce projet avance, et en remercie l'Etat. Il fait part de l'insécurité que générera un accès unique, via la RD36, à Châteauneuf, et confirme ainsi le vif intérêt qu'il porte aux demi-échangeurs de Magorven et de St André. En outre, il s'étonne de l'importance donnée à l'escargot de Quimper sur le site de Magorven. Enfin, il souhaiterait que la réalisation d'une aire de repos sur la section soit étudiée.

M. OLAGNON, Sous-Préfet de Châteaulin souligne l'importance de cette opération, par la continuité de l'aménagement à 2x2 voies de la RN164, après la mise en service récente de la section « La Garenne ty Blaise » qu'elle assure, par la mobilisation des crédits (60 M€, part substantielle du PDMI). M. Olagnon rappelle l'intérêt d'échanger pendant cette phase de concertation, et pendant cette réunion en l'occurrence.

o Rappel du contexte

M. POIVRE, DREAL Bretagne, responsable de la Division de Maîtrise d'Ouvrage Intermodale, rappelle l'objectif de cette réunion, en précisant ce qu'est la concertation et les attentes du maître d'ouvrage Etat.

Après avoir présenté succinctement les études, l'avancement du projet et les enjeux inhérents, un premier échange est proposé à la salle.

M. HOURMANT, président du comité d'action pour la mise à 2x2 voies de l'axe central, rappelle l'importance de voir aboutir la réalisation de l'aménagement de la RN164, en soulignant le rôle dynamique pour l'économie locale qu'elle procure. Cette mise à 2x2 voies de la RN164 est vitale, malgré les contraintes et impacts qu'elle peut susciter, et notamment pour le milieu agricole, pour lequel il comprend les difficultés.

M. JAFFRENNOU, Vice-Président de la CCI de Morlaix, confirme que l'aménagement de la RN164 est indispensable. Il rappelle que la RN164 est exclu du champ d'application de l'éco-taxe poids-lourds, ce qui est très favorable à l'économie du centre Bretagne, mais nécessite l'amélioration de l'infrastructure existante pour accueillir un trafic PL plus important, la rendre performante, homogène dans un souci de sécurité routière, et « développement durable » par une émission moindre de gaz à effet de serre. Il demande enfin à ce que les délais de conduite du projet soient réduits.

M. OLAGNON, rappelle que le calendrier d'exécution des procédures a été déjà optimisé à la demande du Préfet de Région.

M. POIVRE, confirme que les tâches qui peuvent être réalisées en temps masqué ont été planifiées, mais que certaines procédures exigent cependant des délais incompressibles.

o Les enjeux de la concertation

M. POIVRE, rappelle les questions soumises à l'avis du public et des représentants institutionnels et associatifs. Il présente les alternatives de variantes et options, et l'analyse actuelle des avantages et inconvénients.

Ces points sont soumis à l'assemblée pour questions, réactions ou observations.

Question, comment seront pris en compte les allongements de parcours qu'imposera le projet pour les agriculteurs ?

M. POIVRE reconnaît l'impact conséquent du projet sur les déplacements, compte tenu du rôle actuel de la RN164 comme liaison structurante locale. Les rétablissements ne sont pas à ce stade des études finement étudiés, ils le seront lors de la solution validée à l'issue de cette concertation. Les enjeux actuels font penser que ce projet routier n'échappera pas à un réaménagement foncier.

Question, pourquoi les propriétaires n'ont pas été consultés ?

M. POIVRE précise que le projet présenté a été réalisé sur la base d'un diagnostic objectif. La concertation vient de commencer. Il invite donc chacun à exprimer ces remarques. Cette concertation se fera en continu au fur et à mesure de l'avancement du projet, avec un niveau de détail de plus en plus précis.

M. PAUL, vice-président de la Chambre d'Agriculture du Finistère, déclare être favorable à la 2x2 voies. Il souligne cependant l'impact du projet sur la consommation importante d'espace naturel (environ 50 ha sans les demi-échangeurs) et demande dès lors d'anticiper les enjeux du foncier agricole par la mise en place rapide d'une réserve foncière.

M. POIVRE confirme l'importance de ce point. La SAFER sera contactée sans attendre la DUP.

Question, qu'en est-il des nuisances sonores ?

M. POIVRE précise qu'un diagnostic « bruit » a été réalisé, pour évaluer les niveaux sonores actuels. Les niveaux de bruits à terme seront estimés et la réglementation relative à la protection des nuisances sonores sera appliquée. L'étude de la solution retenue permettra de définir, hameau par hameau, les solutions techniques à mettre en œuvre (merlon de terre, mur anti-bruit, protection de façades,...)

Question, comment sera desservi le hameau de Margorven ?

M. POIVRE reconnaît que les rétablissements n'ont pas tous été étudiés dans le détail. Ce travail fait l'objet des études de la solution retenue. Cependant les modalités d'accès à Magorven ne remettent pas en cause les deux options techniques du demi-échangeur soumis à la concertation.

Question, pourrait-on limiter l'espace consacré aux voies de substitution ?

M. POIVRE précise que les études détaillées, permettront d'optimiser ces emprises.

Observation, j'habite Magorven et je n'ai pas vu d'escargots de Quimper.

Question, comment allez-vous prendre en compte l'ensemble de nos observations ?

M. POIVRE rappelle que l'intérêt de la concertation, c'est de recueillir d'abord les observations, d'identifier les problèmes. Ces observations vont permettre d'améliorer le projet au fur et à mesure de son avancement.

Question, comment allez-vous éviter la fragmentation des parcelles. L'agriculture moderne ne peut plus gérer des délaissés de 50 ares ?

M. POIVRE rappelle également qu'il n'est pas de l'intérêt de l'Etat de conserver des délaissés. La conception du projet devra optimiser la configuration de lieux.

Question, allez-vous démolir des maisons à Saint André ?

M. POIVRE précise que le projet actuel, et les différentes variantes proposées, ne prévoit pas de démolir d'habitation à Saint André.

Question, la variante sud-ouest qui semble moins impactée le hameau de Saint André, impactera particulièrement mon habitation, qu'en est-il de l'indemnisation des préjudices, d'une expropriation ?

M. POIVRE précise qu'il existe d'abord des négociations amiables, puis ensuite une procédure d'expropriation. L'indemnisation des biens est de la compétence de France Domaine.

M. SALAUN, Maire de Landeleau, fait remarquer que le dossier de concertation ne permet pas de visualiser correctement l'itinéraire de substitution entre Landeleau et Châteauneuf du Faou. Il précise qu'en l'absence de ½ échangeur à Saint André, il souhaiterait que soit étudié la prise en compte de l'augmentation de trafic dans Landeleau, via l'échangeur existant de Pont-Triffen.

M. POIVRE précise que l'itinéraire de substitution existe mais nécessite d'être détaillé. L'impact des déplacements sur l'itinéraire de substitution sera étudié.

Question, comment pourra-t-on se rendre à la déchetterie ?

M. POIVRE confirme qu'il n'existera plus d'échange direct entre la RN164 et la déchetterie. Les déplacements se feront via la RD236 qui sera rétablie par un ouvrage d'art.

Question, ne faudrait-il pas déplacer la déchetterie ?

M. POIVRE convient que c'est une bonne question à se poser collectivement ?

Question, que se passe-t-il pour les routes coupées par la 2x2 voies, et pour la voie verte du Conseil Général ?

M. POIVRE confirme que toutes les voies communales et départementales seront rétablies par un ouvrage d'art. La continuité de la voie verte, gérée par le Conseil Général sera également assurée.

Question, quelle attention sera portée individuellement à chaque riverain ?

M. POIVRE confirme que la concertation ne fait que commencer. La progressivité des études amènera à rencontrer chaque riverain, d'autant s'il a fait part de ses observations dès à présent. M. Poivre invite à formaliser par mail ou sur les registres toute remarque et suggestion.

M. HOURMANT, confirme l'importance de prendre en compte les doléances des riverains, sur le terrain.

M. POIVRE précise que la concertation formalisée s'achève le 12 février, mais que les institutionnels et associations ont jusqu'à la mi-mars pour exprimer leur avis. Il souligne également que les observations et suggestions des riverains peuvent toujours être adressées à la DREAL, dès lors qu'elle participera à l'avancement des études.

Question, quand l'Etat prendra-t-il sa décision, sur la solution à retenir ?

M. POIVRE précise que le bilan de la concertation qui validera la solution à étudier dans le détail, sera réalisé fin du deuxième trimestre.

Après ces échanges, **M. OLAGNON** remercie les participants à cette réunion publique et clôt la séance.